

Verein "Hausarbeit aufwerten - Sans-Papiers regularisieren"  
Association "Reconnaître le travail domestique –  
régulariser les sans-papiers"  
Birmensdorferstr. 200  
8003 Zürich  
079 260 89 22 (Do/Fr, je/ve)  
PC-Kto: 85 - 278410 - 5



## Arrière-plan

Le nombre de personnes sans statut légal – ou de sans-papiers – est estimé, en Suisse, entre 90'000 et 200'000. Les travailleuses/eurs sans statut légal travaillent dans différents secteurs d'activité, principalement l'économie domestique, la restauration, l'hôtellerie, la construction, les petits travaux, tels que des déménagement, du bricolage. Elles/ils cumulent des heures, dans différents lieux, ou sont employé-e-s à un seul endroit, de manière « régulière », parfois les deux se combinent. Leurs conditions de travail sont caractérisées par la précarité, l'absence de véritable protection sociale – même si une partie d'entre elles/eux sont déclaré-e-s, notamment en Suisse romande – et la crainte d'être exclusé-e-s, du jour au lendemain, de la Suisse.

Le fait d'obtenir une autorisation de séjour permettra à ces personnes ressortissantes de pays dits « tiers » (c'est-à-dire extra-européens) de sortir plus facilement de la vulnérabilité et de l'exploitation. Cette situation est paradoxale puisque la Loi sur les étrangers (LEtr) – qui régit leurs conditions de séjour – les fabrique de toute pièce comme sans-papiers. En effet, seules celles hautement qualifiées, selon les besoins de notre économie, peuvent à l'heure actuelle obtenir une autorisation de séjour.

Parmi les différents secteurs qui emploient des personnes sans statut légal, un est particulièrement occulté et invisibilisé, celui de l'économie domestique. Actuellement, une grande partie des sans-papiers sont des femmes. Elles travaillent dans les ménages privés de toutes les couches sociales.

Elles/ils sont employé-e-s pour le « ménage » des maisons, la prise en charge d'enfants – particulièrement en âge pré-scolaire – et de personnes âgées, malades et/ou dépendantes. On peut constater que ce secteur de l'économie est en pleine expansion. C'est grâce à ce secteur qu'une forte participation des personnes qualifiées au secteur dit « productif » est possible. Les travailleuses et travailleurs de l'économie domestique contribuent en grande partie à augmenter la qualité de vie d'innombrables personnes en Suisse. A travers leur travail, elles/ils facilitent la conciliation entre vie professionnelle et familiale. De plus, ces travailleuses/eurs permettent de planifier des carrières professionnelles exigeantes et d'avoir le temps pour remplir des fonctions reconnues dans la vie publique (engagements politiques, associatifs, loisirs...). Le secteur de l'économie domestique ne fonctionnerait plus sans l'apport des femmes migrantes en général et, plus spécifiquement, celles sans autorisation de séjour. Différentes enquêtes régionales (Genève, Bâle, Zürich), comme des recherches menées au niveau national et international, ainsi que des expériences pratiques des bureaux d'accueil, des permanences des collectifs de soutien de sans-papiers et des permanences syndicales, démontrent l'importance quantitative de ce secteur en grande partie « irrégulier ». Il en découle une absence de politique d'égalité.

Dans un pays qui prêche l'égalité comme une valeur acquise, le mouvement féministe revendique depuis longtemps une répartition plus égalitaire du travail domestique, comme de la prise en charge des enfants et des personnes dépendantes, ainsi que du travail rémunéré entre hommes et femmes. Une organisation différente du travail – avec entre autres une réduction du temps de travail pour toutes et tous – le développement d'infrastructures collectives (crèches et EMS), comme l'extension des possibilités de maintien à domicile, permettrait de penser différemment cette répartition.

Verein "Hausarbeit aufwerten - Sans-Papiers regularisieren"  
Association "Reconnaître le travail domestique –  
régulariser les sans-papiers"  
Birmensdorferstr. 200  
8003 Zürich  
079 260 89 22 (Do/Fr, je/ve)  
PC-Kto: 85 - 278410 - 5



Actuellement, on peut constater que les femmes ont une meilleure formation et que leur participation à la vie professionnelle a massivement augmenté. Malgré cela, la participation des hommes aux tâches domestiques et éducatives n'a que très peu évolué. Cette persistante répartition inégale du travail domestique entre femmes et hommes a trop longtemps été considérée comme une question purement individuelle. Cette organisation « privée » a généré une absence de véritable politique familiale.

Que ce soit par besoin, commodité ou luxe, les personnes cherchent de plus en plus à être soulagées du ménage, de la prise en charge de leurs enfants ou de leurs proches dépendant-e-s ou âgé-e-s. Les ménages cherchent et trouvent des solutions qui sont pratiques et facilement disponibles.

La reconnaissance de ce secteur d'activité et des personnes qui y travaillent demeure aujourd'hui encore lacunaire. En outre, bien que les travaux domestiques concernent tout le monde, ce travail – de plus en plus délégué à des salarié-e-s – demeure pratiquement invisible et les gens n'en sont que peu conscients. Cette situation est pour le moins problématique à plus d'un titre:

- Des dizaines de milliers de femmes (et quelques hommes) vivent et travaillent en Suisse dans des ménages privés, bien qu'officiellement elles n'ont même pas le droit de demeurer en Suisse.
- Dans les pays d'origine de ces personnes, des milliers d'enfants grandissent sans contact régulier avec leurs parents.
- De plus, l'impossibilité pour la majorité d'entre elles d'être affiliées aux assurances sociales de base, les empêche d'avoir accès à une protection sociale (notamment en cas d'incapacité de travail, de maternité, d'invalidité, d'accident). De même, elles ne peuvent toucher d'allocations familiales ou de naissance. De plus, lorsque l'âge de la retraite approche, celles qui n'ont pas cotisé n'ont aucune possibilité de bénéficier d'une rente AVS.
- Pour la Suisse, cela représente une solution à moindre coût à un problème central de la politique de l'égalité entre hommes et femmes: la conciliation entre vie professionnelle et familiale. Cette solution permet également de ne pas investir davantage dans les infrastructures collectives, ni d'aménager une organisation différente du travail... Le danger réside dans le fait que les obstacles structurels ne sont pas abordés et que rien ne se fait pour réformer la politique sociale, familiale et économique. Ainsi, les rôles traditionnels entre femme et homme sont en quelque sorte cimentés: les femmes suisses restent en grande partie responsables du domaine du ménage et de l'éducation des enfants, tout en déléguant une partie de ces travaux à des femmes migrantes.

Avec la campagne proposée, nous revendiquons une décriminalisation des personnes qui travaillent dans ce secteur. Par conséquent, cela signifie également une absence de poursuites à l'encontre des employeurs et employeuses, si ceux-ci respectent les dispositions des différents contrats-type, et déclarent leurs employé-e-s aux assurances sociales, lorsque l'accès est garanti. Simultanément, nous voulons – en nous appuyant sur l'exemple des sans-papiers – également approfondir les thématiques globales liées à ces enjeux, afin que cette campagne ne reste pas seulement une lutte contre les symptômes (assurément importante, car il s'agit de lutter pour une existence décente pour des milliers de personnes!).

Verein "Hausarbeit aufwerten - Sans-Papiers regularisieren"  
Association "Reconnaître le travail domestique –  
régulariser les sans-papiers"  
Birmensdorferstr. 200  
8003 Zürich  
079 260 89 22 (Do/Fr, je/ve)  
PC-Kto: 85 - 278410 - 5



Le secteur de l'économie domestique possède ses propres caractéristiques, différentes des autres secteurs d'activité. En cela, ce secteur d'activité est idéal pour une campagne s'attaquant au principe «sacro-saint» des deux cercles, pour le recrutement de main d'œuvre étrangère pour des emplois peu qualifiés. En partant de l'exemple des sans-papiers, il est possible de démontrer que la politique actuelle des étrangers a échoué.

- La politique actuelle ainsi que les milieux économiques souhaitent une migration de main-d'œuvre hautement qualifiée, ne prenant pas en compte les besoins qui existent dans certains secteurs économiques.
- Les autorités en charge de la politique migratoire veulent nous faire croire que l'Union Européenne est un bassin de recrutement suffisant pour les secteurs d'activité considérés comme peu qualifiés et que, par conséquent, seul-e-s les migrant-e-s qualifiées-e-s peuvent provenir des pays dits tiers. Dans les faits, de nombreux besoins existent dans les secteurs « peu qualifiés » (les migrant-e-s elles/eux, sont souvent qualifié-e-s), notamment dans le domaine du travail domestique et du travail de prise en charge des personnes dépendantes et/ou âgées.
- La seule manière d'éviter le dumping salarial est de régulariser le secteur et de favoriser l'accès aux Prud'hommes pour les travailleuses/eurs sans risque de dénonciation aux autorités, une fois le secteur régularisé, de le soumettre à des contrôles.
- Dans le secteur de l'économie domestique, toutes les classes de la population emploient des sans-papiers. Si une certaine proportion des familles employeuses sont des ménages des classes moyenne et supérieure, plutôt proches des partis bourgeois, il est nécessaire de souligner la diversité des personnes employeuses, dont les horaires de travail sont incompatibles avec les horaires scolaires et/ou de crèches. Les besoins sont d'autant plus élevés si ces familles n'ont pas trouvé de place en crèche, ou en EMS, pour leurs enfants et/ou leurs proches âgé-e-s et/ou dépendant-e-s. Ces situations posent le problème du manque de moyens des politiques publiques alloués aux structures de prise en charge collective (crèches, EMS, parascolaire) et l'extension des possibilités de maintien à domicile.

Dans les dernières décennies, lors des débats sur les lois des étrangers, le domaine de l'économie domestique a très peu été thématisée. Si dans un autre secteur de l'économie, il y avait un tel pourcentage de travailleuses/eurs sans-papiers, il y aurait certainement depuis longtemps des règlements spéciaux adaptés aux besoins des personnes employeuses. Imaginons une telle situation dans d'autres secteurs – impensable! C'est pourquoi il est nécessaire de lancer en premier lieu une campagne ne concernant que les employées domestiques sans-papiers – sans pour autant exclure ou oublier les autres.